

M'SILA

Les bénéficiaires du lotissement de la nouvelle ville protestent

Un groupe de citoyens venus de la ville de Bou-Saâda se sont rassemblés devant le siège de la Wilaya implorant l'intervention du wali de M'sila auprès des services de l'agence foncière de la ville en vue de régler le problème du lotissement composé de 290 lots site 2 situé dans la nouvelle ville qui demeure en suspens depuis 2012, selon la pétition destinée au chef du gouvernement dont une copie a été remise au Soir d'Algérie.

A l'époque, les contestataires se sont réunis en date du 22 janvier 2012, avec le chef de daïra qui leur a promis de régulariser leur situation dans un délai ne dépassant pas les six mois. Surtout que la plupart des bénéficiaires de lots de terrains se

sont acquittés des dus envers l'agence foncière, mais en vain car ne pouvant même pas retirer leurs actes de propriété et entamer les travaux de construction. A cet effet et devant cette lenteur, les signataires de la présente pétition se voient abandonnés et

marginalisés par les responsables de la wilaya depuis plus de deux décennies, en évoquant l'état critique de leurs situations sociales qui nécessitent dans l'immédiat l'acquisition d'une demeure pour abriter leurs familles et bien sûr le montant de son loyer, disent-ils.

Malgré les moult réclamations auprès des responsables locaux, sans suite, ceci les a poussés à frapper à la porte du chef du gouvernement à travers une lettre remise hier au premier responsable de la wilaya de M'sila, fai-

sant savoir que les procédures sont suspendues depuis le 23 février 2015 date du contrat de vente N°59 selon l'acte de notoriété N°133 établi par l'agence foncière de la ville de Bou Saâda en date du 18 /03/2015 et le plan du lotissement paraphé par la Direction de l'urbanisme portant le N°002/2015 et la décision de l'octroi d'une parcelle de terrain promotionnel située sur la route d'Alger dans la nouvelle ville de Bou-Saâda sous le N°334 en date du 4 août 2015 établie par le P/APC de la ville. A signaler que

les bénéficiaires ont abdiqué une fois en faveur de l'intérêt de tous, pour avoir abandonné leurs terrains à savoir 130 lots, afin de permettre aux autorités de construire de nouvelles structures publiques telles que les sièges de la daïra, de la justice, la Sûreté de daïra, un CEM et une maison de jeunes pour être malmenés en contrepartie durant plus de 20 ans, selon la pétition.

Et cela perdure en dépit des gains de cause et l'obtention d'un jugement définitif.

A. Laïdi

BLIDA

Hamman Melouane secoué par un tremblement de terre

La commune de Hamman Melouane, à 35 kilomètres au sud-est de Blida, a été encore une fois secouée par un tremblement de terre d'une magnitude de 4,7 sur l'échelle de Richter.

L'épicentre a été localisé à 3 kilomètres au nord de Hamman Melouane. Il était 2h 12mn du matin d'hier lorsque la terre a tremblé. Le séisme a été fortement ressenti à Blida et dans l'Algérois. Une réplique, d'une faible intensité, a suivi, une demi-heure plus tard, la première secousse.

Selon la Protection civile dont les éléments se sont dépêchés sur les lieux quelques minutes après la secousse, aucun blessé n'a été enregistré à l'exception de deux femmes, des malades chroniques, qui ont été emmenées à la polyclinique de Bougara pour consultation.

Tout comme les sapeurs-pompiers qui n'ont relevé aucun dégât matériel sur le site.

M. B.

Trois morts et deux blessés graves dans un accident de la route à Oued-El-Alleug

Les éléments de la Protection civile de Oued-El-Alleug, à 10 kilomètres au nord de Blida, ont enregistré, mardi dernier à 19h 24mn, un grave accident de la circulation qui a fait trois morts et deux blessés graves. Il s'agit d'un véhicule léger avec cinq passagers à son bord, lequel a dérapé avant de faire plusieurs tonneaux sur la RN 4 entre Oued-El-Alleug et Boufarik. Les trois blessés ont été transférés en urgence à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida.

M. B.

OUM-EL-BOUAGHI

Pas d'austérité pour les moyens de transport publics

Depuis la chute des prix des hydrocarbures qui a secoué tous les pays producteurs notamment le nôtre, l'austérité dans la gestion de tous les secteurs n'a cessé de résonner ; d'ailleurs, même les citoyens ont été rappelés à l'ordre pour faire des économies dans la gestion de leurs propres budgets.

Cependant, et paradoxalement à tous ces refrains, on constate que pratiquement tous les secteurs publics semblent ne pas être concernés par ces restrictions, il n'y a qu'à voir par exemple ces véhicules de service nettement identifiables par les différents logos et autres signes circuler dans tous les sens et souvent après les heures de travail et même pendant les jours fériés.

Il nous arrive même de voir ces véhicules avec des enfants et des femmes à bord sans que les conducteurs ne soient gênés. Certains véhicules publics vont jusqu'à sillonner des quartiers dans des cortèges de mariages, sans parler des déplacements extra muros.

L'on se demande comment ces responsables osent profiter de moyens qui ne leur appartiennent pas, en abusant des carnets d'essen-

ce à plein temps. Pour les gens qui ont vécu les périodes antérieures, ils doivent bien se rappeler la gestion des véhicules du secteur public, les responsables directs ne prenaient jamais le volant, c'étaient les chauffeurs qui conduisaient les véhicules lors de missions bien distinctes, appuyées par des «ordres de mission» avec des instructions très strictes. D'ailleurs les véhicules ne passaient jamais de week-end hors organisme, même les consommations de carburants étaient sévèrement contrôlées.

A ce sujet, n'a-t-on pas lu dans les journaux des véhicules abandonnés

au bord des plages pour des raisons mécaniques souvent très coûteuses causées par des responsables partis en famille à la recherche de coins plus frais, aux frais de la République?

Dans les conditions actuelles, tout un chacun doit s'y mettre pour arriver à atténuer les effets de la crise économique et financière qui secouent notre pays, d'ailleurs il n'y a qu'à constater que les retombées sont directement ressenties sur le quotidien du citoyen, aujourd'hui on parle même de légaliser des activités secondaires pour les fonctionnaires afin qu'ils arrivent à joindre les deux bouts.

Moussa Chtatha

BATNA

Trois morts dans deux accidents de la route près de la commune de Ouled Aouf

La petite commune de Ouled Aouf, dans la daïra de Aïn-Touta (Batna), a été le théâtre, mercredi, de deux accidents distincts de la circulation qui ont fait trois (3) morts, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Deux collisions se sont produites, la première entre un bus scolaire et un camion à la sortie du lieudit Chihat, à 9 km au sud de Aïn Touta, a causé le décès sur place du conducteur du poids lourd (60 ans), et la seconde entre un véhicule utilitaire et une voiture de tourisme est survenue près de Ouled Aouf, faisant deux morts (deux hommes âgés de 35 et 57 ans).

Des enquêtes ont été ouvertes par les services compétents pour déterminer les circonstances de ces deux accidents.

APS

CONSTANTINE

Plus de 7 000 familles relogées début juin prochain

Pas moins de 7.077 familles résidant dans des habitations précaires à Constantine seront relogées début juin prochain, a indiqué hier le chef de daïra Mohamed Taleb.

Les familles concernées par cette opération se répartissent sur 61 sites urbains dont 26 dans la vieille ville qui regroupe à elle seule 3.289 familles, a précisé ce responsable qui animait une conférence de presse.

Le choix de la date (début juin 2016) «répond à un souhait des parents d'élèves

qui ne voudraient pas voir la scolarité de leurs enfants perturbée», a ajouté M. Taleb, précisant que les 7.077 familles rejoindront des appartements neufs réalisés dans les unités de voisinage (UV) n° 18 et 20 dans le cadre de l'opération de résorption de l'habitat précaire entamée au lendemain d'un recensement effectué en 2011.

Les quartiers Belouizdad, Kitouni-Abdelmalek, Souika, La Casbah et les bidonvilles El Berda 1, 2 et 3 figurent parmi les sites de précarité concernés par cette opération, a également indiqué le chef de

daïra, affirmant que toutes les enquêtes confiées à une commission regroupant les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), de la Société d'architecture et d'urbanisme (SAU) et de la daïra ont été «achevées».

Par ailleurs, au cours du premier semestre de cette année, 3.000 logements publics locatifs (LPL) de type F3 seront également distribués dans le cadre des efforts visant à répondre à la demande sur l'habitat social, a fait savoir M. Taleb.

L'année 2016 sera également marquée

par la distribution, durant le second semestre, d'un second quota de 2.920 unités LPL, selon le même responsable qui a indiqué que le taux d'avancement des travaux de ce dernier projet, en réalisation à Ali-Mendjeli, a atteint les 70 %.

Près de 121.000 dossiers de demandeurs de logements publics locatifs ont été enregistrés entre les années 2004 et 2015, selon les dernières statistiques établies par les services de la daïra de Constantine.

APS